

Concédé en Prie le 29 Mai 1916

A Monsieur Georges Deherme  
6, Boulevard de la Madeleine

Paris

Monsieur,

J'ai reçu votre brochure "Le Devoir de Terre et de Milice"; j'en l'ai lue avec intérêt.

Je suis absolument d'accord avec vous sur le but à atteindre : "la régénération morale et politique de la nation".

Je suis également d'accord avec vous sur la plupart des moyens d'employer dans ce but.

1<sup>e</sup>. Pour la vie, la sécurité et l'indépendance nationale par une paix française;

pas de divergences possibles sur ce point.

Tous, les bons citoyens doivent désirer que la France victorieuse impose ses volontés au militarisme allemand vaincu et muselé pour un siècle au moins, afin d'assurer non seulement la paix française mais la paix du monde.

2<sup>e</sup>. Pour le concorde civile, pour la subordination des intérêts privés à l'intérêt général et permanent par la restauration du pouvoir central;

ici, je fais une réserve en ce qui concerne la restauration du pouvoir central.

Il faut jouer franc jeu et dire tout ce que l'on pense ; que c'estendez-vous par ces mots ? est-ce le renforcement du gouvernement républicain, d'un gouvernement capable à la fois de réprimer les factives à l'intérieur, de défendre les prérogatives du pouvoir civil contre les empiétements de l'autorité militaire et d'assurer la défense nationale contre les menaces du dehors ?

Si c'est cela ; vous pourrez compter sur moi.

Mais, si vous entendez par ces mots : "restauration du pouvoir central",

la restauration du gouvernement monarchique avec  
un chef unique investi de l'autorité suprême, comme le  
Roi-roi d'Allemagne, nous ne sommes plus d'accord.

Un chef unique investi du pouvoir suprême ne tardera pas  
en effet à devenir un dictateur et nous en aurons assez souffert  
pour n'avoir pas envie d'y revenir.

Ce serait payer trop cher la restauration nécessaire  
du pouvoir central qui est assez relâché chez nous en ce moment.

Il faut être franc ; vous êtes peut-être un monarchiste  
français et conservateur et vous pensez que la rénovation morale  
et politique de la France ne peut se faire que par la monarchie,  
beaucoup d'esprits cultivés comme vous pensent ainsi et  
leur opinion que je ne partage pas est respectable.

Est-ce cela que vous velez dire quand vous parlez de  
"changer le régime" qui est la cause de l'anarchie que  
vous détestez ?

Si c'est là votre idée, permettez-moi de vous faire remarquer  
que vous confondez le régime avec ceux qui sont chargés de  
l'administrer et l'administrer mal ;

Ce n'est pas le régime qui est mauvais mais le personnel  
qui le représente et le gouverne faussement.

Le régime républicain est le meilleur des régimes politiques  
à condition d'être justement, sagement et honnêtement administré.

Je crois m'être déjà expliqué avec vous sur ce point, dans  
une autre circonstance, et vous connaissez mon opinion à ce sujet.

Je suis un républicain libéral-penseur, socialiste et pacifiste,  
dans la bonne acceptation du mot, non le bon des termes, mais  
du fond du cœur, et je désire l'amélioration du régime républicain  
par la réforme des usages, l'éducation politique du peuple, la  
moralisation du suffrage universel, de manière à lui assurer de  
meilleurs représentants ;

C'est le suffrage universel purulent qu'il faut d'abord sauver  
à moraliser, par la répression de la corruption électorale ; il faut  
habiter le peuple à voter pour des principes, pour des idées, non  
pour des pots de vin, des places et des récompenses, afin de moraliser  
le personnel chargé de restaurer le pouvoir central, en  
rebordonnant, comme vous le dites si bien, les cintres qui sont à

l'intérêt général et permanent du pays.

Ce n'est que par ce moyen, à nous avis, que nous pourrons arriver à la régénération morale et spirituelle de la France.

Il est bon de dire aussi que la Presse avait besoin de se réformer ; la "Presse", en général, agrave le mal, au lieu de l'essayer ; elle est devenue une presse d'argent et d'affaires, soucieuse des intérêts des caisses et butes des opérations, moyennant finances, flattant les électeurs et les élus pour s'assurer un plus fort tirage, les passions populaires et les ambitions de pouvoir au lieu de la modérateur, allant même parfois jusqu'à soutenir, par esprit de beurre, les intérêts des envahisseurs de la France ; ce n'est plus la Presse d'Armand Carrel, de Paul Louis Courier, ni même d'Emile de Girardin, cette grande et noble Presse qui combattait pour les idées libres pour l'argent et dont Clemenceau et quelques autres furent les derniers représentants connus !

Mais il s'agit là de réformer qu'avec le meilleure volonté du monde il nous sera difficile de réaliser.

Le pif est pris chez y a trop de gens intéressés à le maintenir ; c'est qu'il existe deux sortes de républicains, ceux qui servent loyalement la République pour elle-même, pour l'intérêt public, et ceux, et c'est ce qui est différent d'avec eux, qui la servent pour eux-mêmes, pour leurs intérêts personnels, ceux, en un mot, qui s'en servent, au lieu de la servir ;

Il faut bien convenir que depuis 1870, à part quelques exceptions, d'autant plus remarquables qu'elles sont plus rares, ce ne sont pas les premiers, la "vieille garde", comme on les appelle, qui obtiennent la majorité.

Depuis 1870, la République a été la proie des arrivistes, des ambitieux affranchis, hypnotisés par la conquête des portefeuilles et des pouvoirs, qui ont passé leur temps dans les intrigues de courtoisie, dans les lettres de cotonier, de chapelet, de clous, de groupes et de tous-groupes, constituant dans le seul but d'obtenir le gouvernement et n'hésitant pas à sacrifier pour cela l'intérêt général à leurs ambitions et à leurs appétits. Le peuple, lui, a trouvé plus commode de se recueillir à la curé, comme les autres, que de réagir contre eux.

Voilà ce qu'il est urgent de modifier ; il faut réformer le système du suffrage universel, afin de changer le personnel politique actuel et de le remplacer par un personnel honnête, prob, clairé et conscient, choisi

par des élections, probes, éclairées et sincères comme les élus.

Elle est la solution du problème, dont je vous demande pas de difficultés.

Nous pourrions arriver par là à la restauration d'un pouvoir central, capable d'assurer l'ordre à l'intérieur et la paix au dehors contre les ennemis de la France.

Si c'est le pouvoir là que nous souhaitez; nous sommes d'accord; si c'est la monarchie; ne croyez pas sur moi.

3<sup>e</sup>. Pour la prospérité économique par l'entente de classes dans la coopération productive;

Pas de divergences.

4<sup>e</sup>. Pour l'accord social par l'universelle substitution des bâtons qui unissent aux traits qui opposent;

Pas de divergences.

5<sup>e</sup>. Tous toutes les réformes par la tradition vivante; pour le progrès qui est le but, par l'ordre qui est la base;

Pas de divergences, à condition toutefois Vallier, dans une sage mesure, la tradition avec le progrès social.

6<sup>e</sup>. Vers l'ordre, vers l'unité pour la régénération des opinions, des usages et des institutions - nous sommes d'accord, pour que ce soit pour la régénération des institutions républicaines.

C'est là que j'ai toute la difficulté de l'œuvre à réaliser; je crois nous avoir assez clairement exprimé comment et par quels moyens j'entendais cette régénération.

Je me rappelle, je vais le dire plus haut, avoir correspondu avec vous à ce sujet; je n'ai pas changé d'opinion; c'est toujours par la réalisation de l'idéal républicain, par l'assainissement moral et politique du régime parlementaire - et c'est peut-être ce qui nous différencie, que je crois possible la régénération des opinions, des usages et des institutions actuelles

si vous le permettez comme moi, nous travaillerons ensemble au relèvement moral, politique et social de notre pays et nous pourrez me compter au nombre de nos collaborateurs les plus dévoués.

Dans le cas contraire, nous combinerons à travailler, chacun dans notre camp, par des voies parallèles, à cette régénération que nous pourrons tous les honorer, tous les vrais français, convaincus comme vous que "l'honneur n'est plus au verbiage, aux restrictions, aux concessions, aux énergiques habiletés, aux bas coups du beurre, aux flirts qui aux portades des pauvres variétés".

meilleures salutations, Maurice de la  
Raymonde Grandet, avocat, ancien capitaine  
juge de paix de l'arrondissement de Brétigny